

**Les conseils citoyens : la nécessaire remobilisation ? le jeudi 11 mars 2021 de 14h30 à 16h30, en visio-conférence (/rencontre/les-conseils-citoyens-la-necessaire-remobilisation-le-jeudi-11-mars-2021-de-14h30-16h30)**



Labo Cités propose un temps d'échanges aux professionnels de la politique de la ville, de la participation citoyenne et aux conseillers citoyens, autour de la question de la remobilisation des conseils citoyens.

Il aura lieu le jeudi 11 mars 2021 en visio-conférence.

**Découvrez le programme ci-dessous et inscrivez vous en ligne.**

## **Contexte**

---

En janvier 2017, cent conseils citoyens étaient constitués en région Auvergne-Rhône Alpes (sur 140 quartiers en politique de la ville). Outre les difficultés récurrentes auxquelles ils sont confrontés pour mobiliser des habitants sur le long terme, se réunir ou encore mener des projets, l'année 2020 a été particulièrement éprouvante, entre les élections municipales et la crise sanitaire, qui ont obligé les

conseils citoyens à ralentir voire suspendre leur activité.

Six ans après leur création par la loi Lamy, que reste-t-il des conseils citoyens ? Comment les relancer à un an de la fin des contrats de ville ? Quel rôle peuvent jouer les techniciens des collectivités, les équipes municipales, les acteurs locaux ou de nouveaux membres dans la redynamisation des conseils citoyens ?

## **Objectifs de la rencontre**

---

- ◀ Présenter un état des lieux des conseils citoyens
- ◀ Partager des initiatives sur la redynamisation des conseils citoyens
- ◀ Offrir un espace d'échange entre professionnels de la politique de la ville/participation citoyenne et entre conseillers citoyens

## **Public**

---

- ◀ Agents des services de l'État et des collectivités territoriales en charge de la politique de la ville et/ou de la participation citoyenne
- ◀ Adultes-relais chargés de l'accompagnement et de la redynamisation des conseils citoyens
- ◀ Conseillers citoyens
- ◀ Associations et acteurs locaux

**Animation** : Fabien Bressan, adjoint de direction, et Maud Muller, chargée de mission